

F

FACILITÉS.

— de transports. — *Voy. Congés payés*, § 1^{er}.

— de voyage. — *Voy. Facilités de circulation*, § 2.

FACILITÉS DE CIRCULATION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Terrenoire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux déficients de la motilité les mêmes avantages que ceux dont bénéficient les invalides de guerre et les mutilés du travail pour leurs déplacements, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 261.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de voyage aux familles des morts pour la France, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 478 ; rapport le 19 septembre (2^e séance) par Mme Texier-La Houille, n° 910.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 481.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif sur les chemins de fer, aux élèves des grandes écoles et des facultés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale et pour avis à la Commission des moyens de communication), n° 715 ; rapport le 30 septembre par M. Finet, n° 1132.

L'Assemblée n'a pas statué.

FAIT MAIN. — *Voy. Commerce et industrie* (réglementation du), § 3.

FAMILLE. — Proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues concernant l'assistance à la famille, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission

de la famille et pour avis à la Commission des finances), n° 309 ; rapport le 29 août (2^e séance) par M. Landry, n° 604.

L'Assemblée n'a pas statué.

FAMILLES DES MORTS POUR LA FRANCE. — Voy. *Facilités de circulation*, § 2.

FAMILLES NOMBREUSES. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à instituer au profit des mères de familles nombreuses une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la famille et pour avis à la Commission des finances), n° 258.

Il n'a pas été présenté de rapport.

FARINE, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (RAVITAILLEMENT).

FARINE (Taux d'extraction de). — Voy. *Agriculture*, § 17.

FÉDÉRATION INDOCHINOISE (Citoyens français de la). — Voy. *Tunisie*, § 2.

FEMMES.

— des départements du Rhin et de la Moselle. — Voy. *Nationalité française*, § 2.

— fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, § 18.

— reversibilité de la pension de la. — Voy. *Pensions et retraites*, § 4.

FERMAGE (Statut du), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

FERMAGES.

— cumul des. — Voy. *Agriculture*, § 18.

FERMES RÉGIONALES TYPES. — Voy. *Agriculture*, § 23.

FERMETURE DE LA FRONTIÈRE FRANCO-ESPAGNOLE. — Voy. *Salaires*, §§ 1^{er}, 3.

FÊTES ET JOURS FÉRIÉS. — Projet de loi relatif au jour férié du 15 juillet 1946, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 116 ; rapport verbal par M. Costes. Adoption, sans débat, le 11 juillet 1946. — Projet de loi n° 4.

Loi du 12 juillet 1946, promulguée au *Journal officiel* du 13 juillet.

FISCALITÉ, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

FISCALITÉ PESANT SUR LES PRODUITS AGRICOLES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

FISCALITÉ VITICOLE. — Voy. *Viticulture*, § 2.

FLAGRANT DÉLIT. — Voy. *Code pénal*.

FLOTTE MARCHANDE (RÉNOVATION DE NOTRE), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ARMEMENT).

FOIRE INTERNATIONALE DE STOCKHOLM. — Rapport fait le 4 octobre 1946 (3^e séance) au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la participation française à la foire internationale de Stockholm et l'état des relations économiques entre la France et la Suède, par M. Peeters, n^o 1210.

FONCTION ENSEIGNANTE. — Voy. *Fonctionnaires*, § 5.

FONCTIONNAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Desjardins tendant à accorder aux fonctionnaires mobilisés, prisonniers de guerre, déportés et prisonniers civils de guerre, les mêmes avantages que ceux obtenus par les fonctionnaires demeurés en fonction, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n^o 12.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n^o 18; rapport le 1^{er} octobre (3^e séance) par M. Godin, n^o 1156

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 3. — Proposition de loi de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues portant statut général des fonctionnaires civils, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n^o 69; rapport collectif le

17 septembre par M. Yves Fagon, n^o 821. (voy. *ci-dessous* §§ 9 et 21).

§ 4. — Proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à la titularisation des anciens combattants 1939-1945, des prisonniers de guerre et des déportés, employés auxiliaires de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n^o 75.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder rapidement à un reclassement et à une revalorisation de la fonction enseignante, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n^o 101; rapport le 3 septembre (3^e séance) par M. Verdier, n^o 646. Adoption sans débat le 3 septembre 1946 (2^e séance). — Résolution n^o 37.

§ 6. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à titulariser les employés auxiliaires de l'Etat, ascendantes des victimes de la guerre non bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n^o 103.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 7. — Proposition de loi de Mme Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le reclassement des fonctionnaires mobilisés, prisonniers de guerre, déportés et internés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n^o 115.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 8. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à accorder des majorations

d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyé à la Commission de l'intérieur), n° 158.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 9. — Proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut général des fonctionnaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 173; rapport collectif le 17 septembre par M. Yves Fagon, n° 821 (voy. ci-dessous § 21 et ci-dessus § 3).

§ 10. — Proposition de loi de M. Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier intégralement de l'article 51 de la loi du 30 mars 1929, les agents de l'administration de l'Etat mis en congé pour tuberculose ouverte et en traitement au moment de leur mise à la retraite, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 276.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 11. — Proposition de loi de Mme Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 9 décembre 1927 aux fonctionnaires mobilisés prisonniers, déportés ou internés politiques de la guerre 1939-1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 283.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 12. — Projet de loi portant amélioration de la situation des personnels en activité et en retraite de l'Etat, relèvement des pensions de guerre des lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} août 1946 (2^e séance) par M. Robert Schuman, Ministre

des Finances (renvoyé à la Commission des finances et pour avis à la Commission des pensions) n° 321; rapport verbal par M. Barangé et adoption le 2 août 1946 (2^e séance); projet de loi n° 16.

Loi du 3 août 1946, promulguée au *Journal officiel* du 4 août (rectificatif au *Journal officiel* du 14 août).

DISCUSSION [2 août 1946] (A., p. 2943); Sont entendus dans la discussion générale : MM. Charles Barangé, *Rapporteur général*; Peeters, Albert Petit, Vieljeux, Defferre, Robert Schuman, *Ministre des Finances*; Jean Duclos, *Rapporteur pour avis de la Commission des pensions civiles et militaires*; Robert Schuman, *Ministre des Finances*; Jean Duclos, Devémy, Jean Duclos, Vincent Badie, *Président de la Commission des pensions civiles et militaires*; Bouloux, Roçlore, Morice, Fagon, Figuières, Fagon, Mme Péri, MM. Castellain, Baumel, Devémy, Aubry, Robert Schuman, *Ministre des Finances*; Georges Bidault, *Président du Gouvernement provisoire*; Clôture de la discussion générale (p. 2962). — Art. 1^{er} (*ibid.*); Amendement présenté par M. Abelin tendant à porter l'indemnité forfaitaire de 25 à 30 0/0 (*ibid.*); Retrait (p. 2964); Amendement présenté par M. Abelin concernant l'indemnité de cherté de vie en Afrique du Nord (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article premier (*ibid.*). — Art. 2 : adoption (p. 2964). — Art. 3 (*ibid.*); Amendements présentés : 1^o par M. Marc Dupuy; 2^o par M. Roubert concernant l'indemnité extraordinaire à accorder aux titulaires de pensions (*ibid.*); Retrait (p. 2965); Adoption de l'article 3 (p. 2966). — Art. 4 : adoption (p. 2966). — Art. 5 (*ibid.*); Disjonction (p. 2970). — Art. 6 : adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Morice tendant à accorder 25 0/0 du montant de la rente-vieillesse aux affiliés du 1^{er} janvier 1945 (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'article 7 (*ibid.*). — Art. 8 et 9 : adoption (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*); Adoption du premier alinéa (p. 2974); Adoption des deux derniers alinéas (*ibid.*); Adoption de l'ensemble de l'article 10 (*ibid.*). — Art. 11 : adoption (*ibid.*). — Article additionnel présenté par M. Barthélemy concernant les traitements des fonctionnaires des P. T. T. (*ibid.*); Renvoi à la Commission (*ibid.*); Disjonction (p. 2975). — Modification du titre et adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2976). — Ont pris part à la discussion : MM. Abelin, Allonneau, Vincent Badie, Barangé, *Rapporteur général*; Barthélemy, Baumel, Betolaud, Georges Bidault, *Président du Gouvernement provisoire*; Dagain, Jacques Duclos,

FONCTIONNAIRES.

Marc Dupuy, Gresa, Raymond Guyot, Edouard Herriot, Lamps, Le Troquer, René Mayer, Morice, André Mutter, Peeters, Pineau, *Président de la Commission des finances*; Roubert, Robert Schuman, *Ministre des Finances*; Segelle.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 367.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 14. — Proposition de résolution de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les parités d'indemnité existant antérieurement entre le personnel des P. T. T. et les régies financières, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 375; rapport verbal par M. Barangé et adoption le 2 août 1946 (2^e séance). — Résolution n° 17.

DISCUSSION [2 août 1946] (A., p. 2976); Est entendu dans la discussion générale, M. Robert Schuman, *Ministre des Finances*; Clôture de la discussion générale (p. 2976); Adoption de la proposition de résolution (p. 2977). — Ont pris part à la discussion : MM. Dagain, Jacques Duclos, Pineau, *Président de la Commission des finances*; Eugène Rigal.

§ 15. — Proposition de loi de M. Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à régler vis-à-vis du Gouvernement français la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés au cadre chérifien, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 409.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 16. — Proposition de loi de M. Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de

guerre, modifiée par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 411.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 17. — Proposition de loi de M. Detraives et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents des services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 430.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 18. — Proposition de résolution de Mlle Prevert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire valider, en vue de la retraite, le congé sans traitement accordé aux femmes fonctionnaires, dans certaines administrations, pour allaiter ou élever leurs enfants, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille et pour avis à la Commission des finances), n° 457; rapport le 26 septembre (3^e séance) par Mme Poinso-Chapuis, n° 1068.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 19. — Proposition de loi de M. Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques au cours de la guerre 1939-1945 des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 468.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 20. — Proposition de loi de M. Bruyneel et plusieurs de ses collègues tendant à fixer l'avancement et la retraite des fonctionnaires internés et déportés, en raison du rôle que leurs fonctions leur ont permis de jouer dans la résistance à l'ennemi, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 470.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 21. — Projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) par M. Maurice Thorez, Vice-Président du Conseil (renvoyé à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 559; rapport collectif le 17 septembre par M. Yves Fagon, n° 821 (voy. *ci-dessus* §§ 3 et 9); avis le 4 octobre (3^e séance) par M. Roubert, n° 1209. Adoption le 5 octobre 1946. — Projet de loi n° 122.

Loi du 19 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 20 octobre.

DISCUSSION [5 octobre 1946] (A., p. 4674); Art. 1^{er}: adoption (p. 4674). — Art. 2 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Edouard Herriot tendant à admettre le recours contentieux (*ibid.*); Retrait (p. 4675); Adoption de l'article 2 (*ibid.*). — Article nouveau présenté par M. Christian Pineau, concernant le recours contentieux (*ibid.*); Retrait (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*); Adoption du 1^{er} alinéa (*ibid.*); Amendement présenté par M. René Mayer tendant à faire nommer aux emplois supérieurs par décret en Conseil des Ministres (*ibid.*); Rejet (p. 4676); Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 3 (*ibid.*). — Art. 4 et 5: adoption (*ibid.*). — Art. 5 *bis* proposé par M. Christian Pineau tendant à appliquer aux fonctionnaires les lois réglementant la durée du travail (*ibid.*); Rejet (*ibid.*). — Art. 6 (p. 4676); Amendement présenté par M. René Mayer tendant à reconnaître les associations de fonctionnaires (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4678); liste des votants (p. 4721); Adoption de l'article 6 (p. 4678). — Art. 7 à 16: adoption (*ibid.*). — Art. 17 (*ibid.*); Adoption (p. 4679). — Art. 18: adoption (*ibid.*). — Art. 19 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Edouard Herriot tendant à faire élire douze

représentants des fonctionnaires au Conseil supérieur de la fonction publique au suffrage universel et secret (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4680); liste des votants (p. 4722); Adoption des trois premiers alinéas (p. 4680); Amendement présenté par M. Edouard Herriot tendant à supprimer dans le 4^e alinéa, la référence à l'article 78 (*ibid.*); Réservé (*ibid.*); L'article 19 est réservé (*ibid.*); Retrait de l'amendement de M. Herriot (p. 4702); Adoption du 4^e alinéa et de l'ensemble de l'article 19 (*ibid.*). — Art. 20 (p. 4680); Adoption (p. 4681). — Art. 21 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Cayol tendant à remplacer les mots: « les plus représentatives » par le mot: « représentative » (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 21 (*ibid.*). — Art. 22 à 30: adoption (*ibid.*). — Art. 31 (p. 4682); Adoption du 1^{er} alinéa (*ibid.*); Amendement présenté par M. Christian Pineau tendant à supprimer la prime de rendement (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4683); liste des votants (p. 4723); Adoption des deux derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 31 (p. 4683). — Art. 32 (*ibid.*); Adoption du 1^{er} alinéa (*ibid.*); Amendements présentés: 1^o par M. Peeters, 2^o par M. Charles Barangé concernant la fixation du minimum vital (*ibid.*); Rejet de l'amendement de M. Peeters (p. 4684); Adoption de l'amendement de M. Barangé qui devient le 2^e alinéa de l'article 32 (*ibid.*); Adoption du 3^e alinéa (*ibid.*); Adoption de l'ensemble de l'article 32 (p. 4686). — Art. 33 et 34: adoption (p. 4691). — Art. 35 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Barangé tendant à ajouter après les mots: « dans la limite des crédits ouverts », les mots: « pour chacun des départements ministériels » (p. 4692); Adoption (*ibid.*); Adoption du 1^{er} alinéa de l'article 35 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Pineau tendant à la suppression du 2^e alinéa (*ibid.*); Rejet au scrutin (*ibid.*); liste des votants (p. 4725); Adoption de l'article 35 (p. 4692). — Art. 36 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Pineau tendant à supprimer cet article (*ibid.*); Rejet (*ibid.*); Adoption de l'article 36 (*ibid.*). — Art. 37 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Pineau tendant à la suppression de cet article (p. 4692); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 37 (*ibid.*). — Art. 38 à 42: adoption (*ibid.*). — Art. 43 (*ibid.*); Amendements présentés: 1^o par M. Edouard Herriot, 2^o par M. Pineau tendant à porter les notes chiffrées et l'appréciation générale à la connaissance des intéressés (*ibid.*); Retrait (p. 4695); Adoption de l'article 43 (*ibid.*). — Art. 44: adoption (*ibid.*). — Art. 45 (*ibid.*); Adoption du premier alinéa (*ibid.*); Amendements présentés: 1^o par M. Peeters; 2^o par M. Herriot tendant à permettre l'avancement de grade à l'examen ou au

FONCTIONNAIRES.

concours (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4696); liste des votants (p. 4726); Adoption du deuxième alinéa et de l'ensemble de l'article 45 (p. 4696). — Art. 46 et 47 : adoption (*ibid.*). — Art. 48 (p. 4697); Amendement présenté par M. Herriot concernant les conditions d'avancement de grade (*ibid.*); Rejet (p. 4698); Amendement présenté par M. Louvel tendant à tenir compte pour l'avancement des charges de famille (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 48 (*ibid.*). — Art. 49 à 51 : adoption (*ibid.*). — Art. 52 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Edouard Herriot tendant à promouvoir le fonctionnaire qui fait l'objet d'un avancement à l'échelon égal ou immédiatement supérieur à celui dont il bénéficiait dans son ancien grade (p. 4698); Retrait (*ibid.*); Retrait d'un amendement de M. Pineau ayant le même objet (*ibid.*); Adoption de l'article 52 (*ibid.*). — Art. 53 : adoption (*ibid.*). — Art. 54 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Pineau tendant à l'inscription au tableau d'avancement par ancienneté pour les petits fonctionnaires (p. 4699); Amendement présenté par M. Edouard Herriot ayant le même objet (*ibid.*); Rejet (*ibid.*); Adoption de l'article 54 (*ibid.*). — Art. 55 et 56 : adoption (p. 4699). — Art. 57 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Edouard Herriot concernant l'annulation du tableau d'avancement en cas d'irrégularités (*ibid.*); Rejet (p. 4700); Adoption de l'article 57 (*ibid.*). — Art. 58 à 60 : adoption (*ibid.*). — Art. 60 *bis* proposé par M. Eugène Doyen tendant à prévoir des dérogations à la loi pour l'administration des P. T. T. (*ibid.*); Retrait (*ibid.*). — Art. 61 à 64 : adoption (*ibid.*). — Art. 65 : adoption (*ibid.*); Alinéa additionnel présenté par M. Edouard Herriot tendant à limiter le droit de sanction de l'autorité disciplinaire (*ibid.*); Rejet (p. 4701). — Art. 66 à 70 : adoption (*ibid.*). — Art. 71 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Edouard Herriot tendant à permettre au conseil de discipline d'en appeler au conseil supérieur de la fonction publique (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 71 (*ibid.*). — Art. 72 à 77 : adoption (*ibid.*). — Art. 78 (p. 4702); Amendement présenté par M. Edouard Herriot tendant à supprimer cet article (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 78 (*ibid.*). — Art. 79 à 124 : adoption (*ibid.*). — Art. 124 *bis* proposé par M. Demusois tendant à la consultation des commissions administratives paritaires (p. 4704); Réservé (p. 4705); Adoption (p. 4708). — Art. 125 à 138 : adoption (p. 4705). — Art. 139 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Albert Petit tendant à l'application aux fonctionnaires des institutions médico-sociales (*ibid.*); Amendements présentés : 1° par M. Peeters; 2° par

M. Pineau concernant l'organisation des institutions sociales (p. 4706); Rejet au scrutin de l'amendement de M. Pineau (p. 4707); liste des votants (p. 4727); Adoption de l'article 139 (p. 4707). — Art. 140 : suppression (*ibid.*). — Art. 141 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Peeters tendant à préserver les situations acquises dans l'application du présent statut (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'article 141 (*ibid.*). — Art. 142 et 143 : adoption (*ibid.*). — Art. 143 *bis* proposé par M. Césaire tendant à l'application de la loi à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane (*ibid.*); Retrait (p. 4708). — Amendement présenté par M. Pierre Dumas tendant à appliquer le statut aux agents de la ville de Paris (*ibid.*); Retrait (*ibid.*). — Art. 144 et 145 : adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4710). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Charles Barangé, Barthélemy, Cayol, Césaire, Chassaing, Coffin, Demusois, Dumas, Yves Fagon, Rapporteur; Frédéric-Dupont, Letourneau, *Ministre des Finances par intérim*; Louvel, André Marie, Masson, René Mayer, Palewski, Parpais, Albert Petit, Christian Pineau, Ramonet, Paul Reynaud, Maurice Thorez, *Vice-Président du Conseil*.

§ 22. — Projet de loi modifiant les conditions de recrutement des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) par M. Jules Moch, *Ministre des Travaux publics et des Transports* (renvoyé à la Commission de l'équipement national), n° 566; rapport le 12 septembre (2^e séance) par M. Lespès, n° 764. Adoption sans débat le 26 septembre 1946. — Projet de loi n° 63.

Loi du 8 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 9 octobre.

§ 23. — Projet de loi portant relèvement de l'indemnité spéciale temporaire accordée aux fonctionnaires des établissements nationaux de bienfaisance, retraités en application des décrets des 29 mars 1862 et 29 avril 1905, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) par M. Robert Schuman, *Ministre des Finances* (renvoyé à la Commission des finances) n° 572.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 24. — Proposition de résolution de M. Godin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée Nationale Constituante les mesures nécessaires pour rétablir la parité de rémunération entre les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et ceux du Ministère des Finances, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 701.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 25. — Proposition de résolution de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder avant le 1^{er} octobre 1946 à un reclassement et à une revalorisation des fonctions techniques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 808.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 26. — Proposition de loi de M. Peeters et plusieurs de ses collègues portant organisation de la sécurité des fonctionnaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 922.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 27. — Proposition de résolution de M. Peeters et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une indemnité provisoire aux fonctionnaires en attendant la fin des travaux de la Commission de reclassement, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des Finances), n° 927 ; rapport verbal par M. Barangé et adoption le 19 septembre (3^e séance). — Résolution n° 51.

DISCUSSION [19 septembre 1946] (A., p. 3864) ; Sont entendus dans la discussion générale : MM. Edouard Herriot, Barangé,

Rapporteur général ; Peeters, Gresa, Robert Schuman, *Ministre des Finances* ; Clôture de la discussion générale (p. 3867) ; Amendement présenté par M. Peeters tendant à se substituer à la proposition de résolution et ayant pour objet d'attribuer aux fonctionnaires une indemnité provisoire (*ibid.*) ; Adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 3878). — Ont pris part à la discussion de la proposition de résolution : MM. Barangé, *Rapporteur général* ; Robert Schuman, *Ministre des Finances*.

§ 28. — Proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le vote du statut de la fonction publique avant la séparation de l'Assemblée Nationale Constituante, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1166 ; rapport verbal et adoption le 2 octobre 1946 (2^e séance). — Résolution n° 93.

DISCUSSION [2 octobre 1946] (A., p. 4406) ; Sont entendus dans la discussion générale : MM. Fagon, *Rapporteur* ; René Schmitt, Jacques Duclos, Letourneau, *Ministre des Finances par intérim* ; Clôture de la discussion générale (p. 4407) ; Article unique : adoption (*ibid.*).

§ 29. — du cadre algérien. — Voy. *Algérie*, § 2.

— du cadre chérifien. — Voy. *ci-dessus*, § 15.

— détachés de la métropole. — Voy. *ci-dessus*, § 15.

— déportés. — Voy. *ci-dessus*, §§ 8, 17, 18, 20.

— femmes de. — Voy. *Pensions et retraites*, § 15.

— des Finances. — Voy. *ci-dessus*, § 24.

— indépendance des. — Voy. *ci-dessus*, § 13.

— de l'Intérieur. — Voy. *ci-dessus*, § 24.

— internés. — Voy. *ci-dessus*, § 20.

— mobilisés. — Voy. *ci-dessus*, § 7.

— prisonniers. — Voy. *ci-dessus*, §§ 7, 8, 17, 18.

— reclassement des. — Voy. *ci-dessus*, § 7.

— sécurité des. — Voy. *ci-dessus*, § 26.

Voy. aussi *Budget de 1946*, § 2.

FONCTIONNAIRES (Nombre des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

FONCTIONNAIRES DÉLÉGUÉS AUX FONCTIONS DE PRÉFETS ET DE SOUS-PRÉFETS (Réintégration dans leur administration des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (INTÉRIEUR).

FONCTIONS TECHNIQUES. — Voy. *Fonctionnaires*, § 25.

FONDS.

— emploi des. — Voy. *Commission de l'Assemblée Nationale Constituante*, § 3.

— forestiers. — Voy. *Forêts*, § 5.

— national d'amélioration de l'habitat. — Voy. *Impôts*, § 18.

FONDS DE COMMERCE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à la revision de certains prix de vente de fonds de commerce, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 830.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment celle de l'apport en société de ces fonds, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 septembre 1946 (3^e séance), par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

Ministre de la Production industrielle par intérim (renvoyé à la Commission de la Justice), n° 855.

Il n'a pas été présenté de rapport.

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR.

— Combattants des. — Voy. *Crédit mutuel agricole*, § 1^{er}.

— Morts des. — Voy. *Guerre de 1939-1945*, § 2.

FORÊTS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la remise en valeur et la protection contre les incendies de la forêt de Gascogne, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et pour avis à la Commission des finances), n° 98.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures contre les incendies de forêts dans les départements du Sud-Est de la France, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 243; rapport le 25 septembre (3^e séance) par M. Zunino, n° 1040.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour sauver la forêt de Gascogne des incendies qui la ravagent et préparer sa renaissance rapide, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 août 1946

(2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n^o 501.

Retrait le 29 août (2^e séance), *J. O.* du 30 août, p. 3434.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Lamarque-Cando et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts en Gascogne et à préparer la reconstruction agricole et sylvicole de la zone forestière de Gascogne, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture) n^o 529; rapport le 20 septembre (2^e séance) par M. Garcia, n^o 936. Adoption sans débat le 5 octobre 1946. — Résolution n^o 116.

§ 5. — Projet de loi instituant un fonds forestier national, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 septembre 1946 par M. Tanguy-Prigent, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission de l'agriculture), n^o 961; rapport le 25 septembre (3^e séance) par M. Lamarque Cando, n^o 1037.

Adoption sans débat le 30 septembre 1946.

— Projet de loi n^o 78.

Loi du 30 septembre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 10 octobre.

FORGES DE LA CHAUSSADE DE GUÉRIGNY (Nièvre). — Voy. *Marine nationale* §§ 1, 2.

FRANCHISES. — Voy. *Alcool*, § 1^{er}.

FRANCO (Activité du général). — Voy. *Budget de 1946*, § 5 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES).

FRONTIÈRE FRANCO-ESPAGNOLE (FERMETURE DE LA), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

FRONTIÈRE PYRÉNÉENNE (SÉCURITÉ DE LA), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES).

